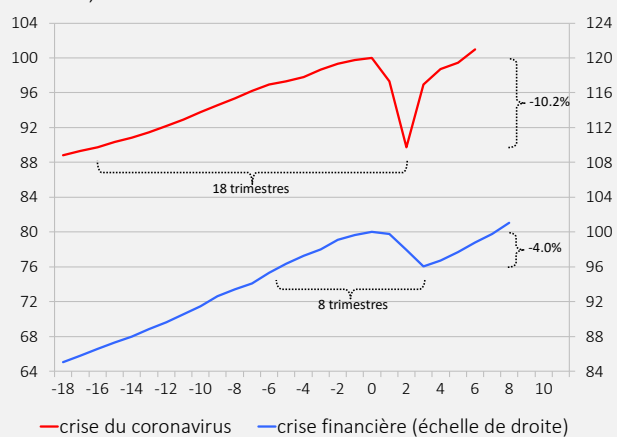


Encadré : La crise du coronavirus et ses effets sur le PIB en comparaison internationale

Avec la crise du coronavirus, le monde a connu le plus grave **effondrement du PIB** de l'après-guerre. Le point le plus bas a été atteint au 2^e trimestre 2020, lorsque le PIB mondial est tombé à environ 10 % en dessous du niveau d'avant la crise, retardant ainsi de 18 trimestres la production économique. La chute extrêmement brutale a été suivie d'une **reprise relativement rapide** : dès le 3^e trimestre 2020, la production économique mondiale n'était plus que de 3 % inférieure à son niveau d'avant la crise, ce qui a permis de compenser environ deux tiers de l'effondrement. Trois trimestres plus tard, le PIB mondial était bien supérieur aux niveaux d'avant la crise, grâce notamment à la reprise rapide de la Chine. En comparaison : pendant la crise financière, la baisse du PIB a été deux fois moins forte, mais la reprise a été plus lente par la suite. Le niveau du PIB d'avant la crise n'a été dépassé que cinq trimestres après le creux de la vague (graphique 52).

graphique 52 : PIB global trimestriel

valeurs réelles, désaisonnalisées, dernier trimestre avant la crise = 0, PIB au dernier trimestre avant la crise = 100



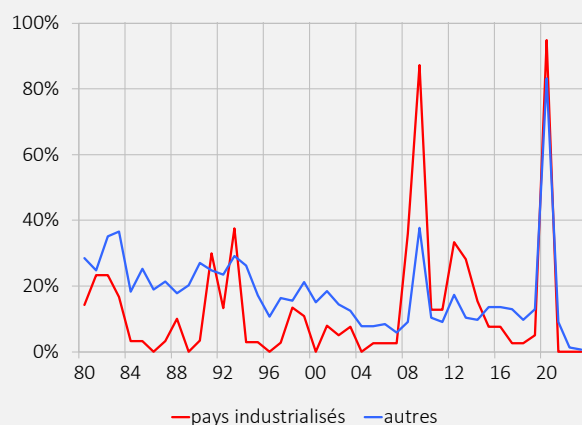
source : Banque mondiale

La brutalité de la chute au premier semestre 2020 s'explique d'une part par le caractère mondial de la pandémie, d'autre part par l'ampleur de l'intervention des pouvoirs publics. En peu de temps, le virus a atteint tous les continents et des mesures de confinement de grande envergure ont été imposées dans pratiquement toutes les régions du monde : les entreprises ont été temporairement fermées et les voies de transport interrompues. Presque aucun pays n'a été épargné par l'ampleur des conséquences économiques et presque tous les pays développés et la majorité des économies émergentes ont

vu leur PIB diminuer en 2020 (graphique 53). En comparaison, la crise financière apparaît comme une crise moins généralisée qui a entraîné une baisse des PIB principalement dans les pays développés, tandis que la majorité des économies émergentes poursuivaient leur croissance, contribuant ainsi à stabiliser l'activité économique mondiale.

graphique 53 : Proportion de pays avec un recul du PIB

PIB à partir de 2019 : estimations partielles du FMI, à partir de 2021 : prévisions du PIB



source : FMI

Suisse : moins de pertes de PIB que dans la plupart des autres pays

Le PIB de la Suisse a chuté de 2,5 % en 2020¹⁵ : il s'agit de la plus forte baisse depuis la crise pétrolière de 1975. Dans la plupart des pays, cependant, les pertes de PIB ont été bien plus élevées, par exemple chez tous les voisins de la Suisse et dans la majorité des États membres de l'UE. Toutefois, la simple comparaison des données du PIB donne une image incomplète des pertes économiques. Il convient en effet de tenir compte de la manière dont les économies des différents pays auraient évolué sans la pandémie. Cette évolution contrefactuelle peut être évaluée de manière approximative au moyen des dernières prévisions avant le début de la crise. L'écart par rapport à cette valeur correspond alors aux pertes liées à la crise¹⁶.

Les différentes manières dont les pays sont affectés se reflètent également de façon très nette dans le déroulement de la crise, lorsque l'on compare le PIB trimestriel réalisé aux prévisions de décembre 2019 (graphique 54). Il apparaît clairement que la **Suisse** a été **beaucoup moins touchée** que ses principaux partenaires commerciaux,

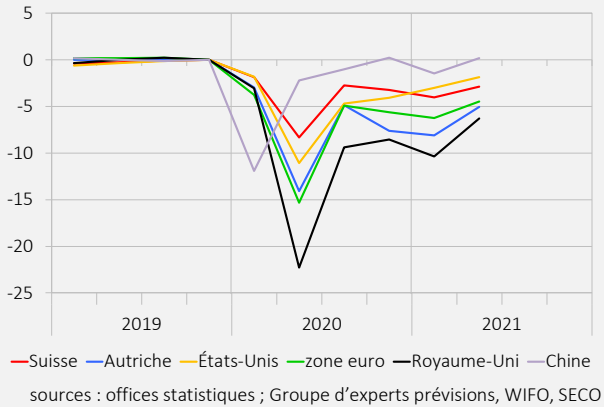
¹⁵ Valeurs corrigées des effets calendaires.

¹⁶ Par exemple, la Chine, économie émergente, a un potentiel de croissance plus élevé que le Japon, pays industrialisé dont la population diminue. La comparaison des taux de croissance respectifs du PIB n'est guère significative pour quantifier les conséquences de la crise ; une croissance du PIB de 2 % doit-elle être considérée comme un résultat positif (elle le serait pour le Japon) ou négatif (pour la Chine) ? Les différentes positions dans le cycle économique exercent également une influence.

notamment au cours du premier semestre 2020. Au 2^e trimestre de 2020, la valeur ajoutée en Suisse n'était « que » d'environ 8 % inférieure au niveau escompté, alors que le déficit pour le Royaume-Uni était de plus de 20 %, soit presque trois fois plus important¹⁷.

graphique 54 : Pertes de PIB en comparaison avec les prévisions de décembre 2019

déviations en points de pourcentage



La reprise de l'économie jusqu'à la mi-2021 a également été caractérisée par une certaine hétérogénéité. Au Royaume-Uni et dans la zone euro, les pertes au premier semestre 2021 ont été nettement plus importantes qu'en Suisse, qui elle-même a connu des pertes supérieures à celles des États-Unis.

Pourquoi les pertes de PIB sont-elles différentes selon les pays ?

Les différents degrés auxquels les pays sont affectés peuvent probablement tenir à toute une série de facteurs, dont certains sont interdépendants ou conjugués.

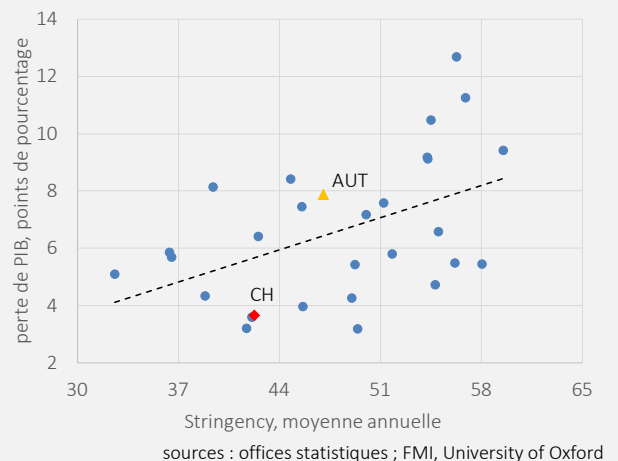
Un facteur essentiel à cet égard devrait être l'ampleur des **mesures de confinement** mises en œuvre. Dans toutes les régions du monde, les gouvernements ont ordonné des interventions visant à restreindre l'incidence de l'infection. Toutefois, d'un pays à l'autre, les mesures de politique sanitaire ont varié très fortement quant à leur ampleur, allant de simples recommandations comportementales, comme ce fut le cas initialement en Suède, à des restrictions de sortie et à des fermetures d'entreprises et de commerces importants, comme en France et en Italie. Ces mesures ont un impact massif sur les performances économiques, car elles entraînent directement des pertes de ventes pour les entreprises touchées. La **durée** des mesures ordonnées est également déterminante et, là aussi, on constate de grandes diffé-

rences d'un pays à l'autre. Ainsi, de nombreux pays européens ont maintenu les mesures sanitaires plus longtemps que les États-Unis, de sorte que l'économie a été restreinte sur une plus longue période. Globalement, on peut donc supposer que les pays dans lesquels des mesures plus strictes ont été imposées sur une plus longue période ont subi des pertes économiques plus importantes.

Pour comparer l'étendue des mesures au niveau international, nous utilisons l'indice de rigueur (« Stringency Index ») de l'Université d'Oxford. Il sert à quantifier les mesures prises au quotidien sur une échelle de 0 à 100.¹⁸ La moyenne annuelle 2020 de l'indice donne une vue d'ensemble qui prend en compte à la fois l'ampleur des mesures prises et leur durée. Il apparaît alors clairement que les pays dont l'indice de rigueur moyen est plus élevé (c'est-à-dire dont les mesures ont été globalement plus restrictives) ont eu tendance à subir des pertes économiques plus importantes (graphique 55), ce qui est probablement dû, d'une part, aux effets directs des mesures sur l'économie, mais aussi à d'autres facteurs en corrélation avec les mesures qui sont également susceptibles d'exercer une influence indirecte. Il existe notamment une corrélation positive entre l'indice de rigueur moyen et le fait d'être concerné par la pandémie, mesuré par exemple par le nombre des décès confirmés de personnes infectées par le Covid 19.

graphique 55 : Pertes de PIB et mesures sanitaires, 2020

pertes de PIB : différence par rapport aux prévisions du FMI, oct. 2019 ; mesures : moyenne de l'Oxford Stringency Index



Pour la Suisse, la moyenne annuelle pour 2020 donne une valeur de rigueur moyenne relativement faible. Cela implique que l'économie était soumise à relativement

¹⁷ Une comparaison avec un plus large éventail de pays différents est possible, par exemple en utilisant les prévisions du Fonds monétaire international à partir d'octobre 2019. Pour la Suisse, le résultat est une perte de PIB relativement faible (3,7 points de pourcentage). Seuls cinq pays industrialisés ont enregistré des pertes de PIB inférieures à celles de la Suisse, tandis que 33 pays industrialisés ont enregistré des pertes plus importantes.

¹⁸ <https://www.bsg.ox.ac.uk/research/research-projects/covid-19-government-response-tracker>

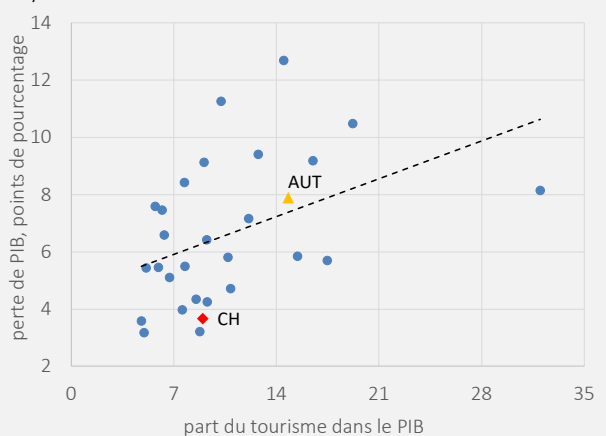
peu de contraintes par rapport aux normes internationales, ce qui a limité les pertes de PIB.

Un autre facteur déterminant de ces différences est la **structure industrielle** propre à chaque pays. Les services à forte intensité de contacts ont en effet particulièrement souffert de la pandémie. Pour diminuer l'incidence de l'infection, les mesures de politique sanitaire visaient principalement à réduire les contacts. Il s'agissait notamment de l'interdiction des grands événements, de la fermeture des restaurants et magasins, mais aussi des restrictions au tourisme international imposées par presque tous les pays. En outre, les activités nécessitant davantage de contacts, comme les voyages, ont probablement été évitées plus que d'autres, également par précaution.

En conséquence, les pays dont l'économie est très axée sur les services à forte intensité de contacts ont eu tendance à subir des pertes économiques plus importantes que les autres. Cela peut être illustré par l'importance du secteur du tourisme : plus ce secteur est important pour un pays, plus la perte de PIB tend à être élevée (graphique 56).

graphique 56 : Pertes de PIB et tourisme en 2020

pertes de PIB : différence par rapport aux prévisions du FMI, octobre 2019 ; part totale du tourisme dans le PIB en %, moyenne 2014–2018



sources : offices statistiques, FMI, World Travel and Tourism Council

La structure industrielle de la Suisse s'est avérée être un facteur de stabilité en comparaison internationale. Le secteur du tourisme, fortement touché, représente une part relativement faible du PIB, tandis que d'autres secteurs, moins touchés – pensons par exemple à l'industrie chimique-pharmaceutique – en représentent une part relativement importante.

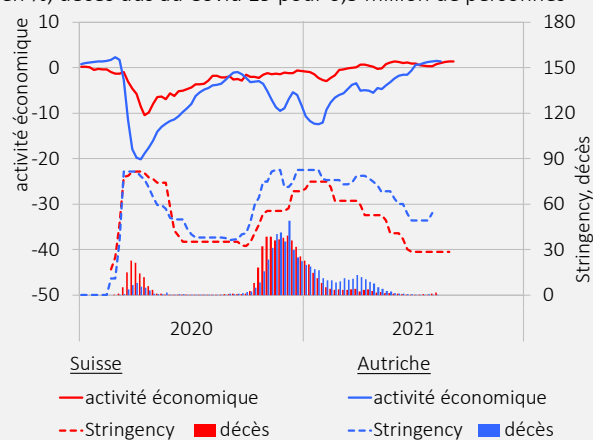
Comparaison entre la Suisse et l'Autriche

L'importance des facteurs illustrés ci-avant est particulièrement claire dans une comparaison directe entre la Suisse et l'Autriche, deux pays voisins de taille comparable qui ont été touchés par la pandémie dans une mesure similaire.¹⁹ Le graphique 57 montre, pour les deux pays, l'évolution dans le temps des mesures (estimées approximativement par l'indice de rigueur, lignes pointillées), de l'activité économique (mesurée par l'indice d'activité hebdomadaire respectif, lignes pleines) et du nombre des décès liés à l'épidémie de coronavirus comme mesure de l'impact de la pandémie.

Pour l'Autriche en particulier (en bleu), l'intensité des mesures se reflète clairement dans l'évolution de l'activité économique ; les phases respectives des mesures de confinement apparaissent simultanément, à la fois dans l'indice de rigueur (sauts vers le haut) et dans l'activité économique (chutes vers le bas). Cela indique clairement que les fermetures répétées de magasins, de restaurants et d'autres établissements ont joué un rôle important dans le déclin du PIB en Autriche, plutôt que d'être dues à des changements de comportement « volontaires » de la population.

graphique 57 : Pandémie, mesures et économie²⁰

activité économique par rapport au niveau d'avant la crise en %, décès dus au Covid 19 pour 0,5 million de personnes



sources : SECO, WIFO, KOF, University of Oxford, Banque mondiale

Pour la Suisse (rouge) également, l'évolution des mesures décrétées est visible dans l'activité économique. L'activité économique a ainsi diminué jusqu'à 10 % avec le premier confinement au printemps 2020, s'est redressée après les mesures d'assouplissement prises au cours de l'été et a de nouveau décliné suite aux nouvelles fermetures de janvier. Il semble toutefois que les pertes

¹⁹ Cette comparaison n'est donc pas compliquée par des conditions géographiques différentes (par exemple, petits États insulaires contre grands pays ayant une situation centrale sur le plan continental). Les différences institutionnelles et culturelles sont également susceptibles de n'avoir qu'une importance secondaire dans une comparaison mondiale.

²⁰ Indice de rigueur de l'Université d'Oxford pour l'Autriche ; indice de rigueur du KOF pour la Suisse. Ce dernier donne une image plus contrastée des mesures d'endiguement domestiques au semestre d'hiver 2020/2021, dont certaines ont été décidées au niveau cantonal.

économiques en Suisse aient été nettement moins importantes qu'en Autriche, ce qui est probablement aussi dû aux mesures moins restrictives mises en œuvre en particulier l'hiver dernier. En Suisse, par exemple, les stations de ski et les hôtels étaient également ouverts aux touristes, et les fermetures ordonnées ont duré moins longtemps.

Toutefois, la phase du premier confinement au printemps 2020 montre que, même si les mesures étaient d'une ampleur similaire, les pertes économiques en Suisse ont été sensiblement inférieures. Cette disparité est probablement due en grande partie à la différence de structure industrielle. Alors que la valeur ajoutée de la branche hôtelière en Suisse ne représente que 1,8 % du PIB, cette branche contribue à hauteur de 3,3 % à la valeur ajoutée en Autriche²¹.

Mesurée en termes de décès confirmés, la différence d'ampleur de l'impact de la pandémie en Suisse et en Autriche ne semble pas pouvoir contribuer de manière significative à expliquer la situation dans une comparaison

directe des deux pays. En fait, la Suisse a même eu tendance à dénombrer davantage de décès que l'Autriche, surtout au printemps 2020.

Nécessité d'analyses supplémentaires

Outre les mesures et la structure de l'industrie, on peut toutefois imaginer que de nombreux autres facteurs ont pu jouer un rôle direct ou indirect dans l'ampleur variable des pertes économiques. On peut donc supposer que les disparités de niveau et de conception des mesures de soutien budgétaire (et donc la marge de manœuvre budgétaire) permettent d'expliquer une part de ces différences. En outre, il est concevable que l'importance de chacun des facteurs déterminants ait changé au fil du temps, de sorte que la période d'étude devrait être prolongée jusqu'en 2021. Pour obtenir une image plus nuancée des divers facteurs d'influence, des analyses complémentaires plus approfondies sont donc nécessaires.

*Rédaction : Felicitas Kemeny et Caroline Schmidt
(SECO, Secteur Conjoncture)*

²¹ Si l'on tient compte des effets économiques indirects, le constat est similaire : selon les données du World Travel and Tourism Council, la part totale du secteur voyages et tourisme dans le PIB de la Suisse est d'environ 9 %, pour un peu moins de 15 % en Autriche (moyenne 2014-2018).